ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE CULTURE (ESRC)

Au sein d'une quarantaine d'écoles, l'Enseignement supérieur et la recherche culture (ESRC) nourrit la création dans de nombreuses disciplines : architecture, art plastique, design, cinéma, spectacle vivant, musique et danse.

L'ESRC est à un tournant sous le coup d'injonctions multiples et paradoxales :

- Affirmer sa spécificité tout en se rapprochant du modèle de l'enseignement supérieur et des établissements publics expérimentaux (EPE) universitaires
- Développer la recherche en même temps que la professionnalisation au risque de limiter l'enseignement à un complément des apprentissages réalisés dans le cadre de l'alternance
- Rétablir, par la course aux ressources propres, un équilibre financier rendu précaire par la réduction des financements ministériels dans un contexte de réformes permanentes (évaluation, AERES, HCERES, RNCP, Albanel, PSC, *renoirhisation*…) qui exposent les collectifs de travail à des tensions pathogènes

UN CHAMP BALKANISÉ : MORCELLEMENT DISCIPLINAIRE, ADMINISTRATIF ET SYNDICAL

Le champ de l'ESRC est très hétérogène : diversité des disciplines enseignées et des diplômes, inégalité des statuts des personnels, variété des cadres de gestion, dispersion des rattachements institutionnels.
L'ESRC ce sont 4 500 agentes et agents et 36 266 étudiantes et étudiants au sein de :

- 21 écoles nationales supérieures d'architecture dont 2 de paysage (ENSA-P) sous tutelle DGDCER > SNEA
- 10 écoles nationales supérieures d'arts et de design (ENSarts) dont 4 avec des diplômes spécifiques sous tutelle DGDCER > LENA
- 2 Conservatoires nationaux supérieurs de Musique et Danse (CNSMDP, CNSMDL) sous tutelle DGDCER > SGAC
- le Conservatoire national supérieur d'Art dramatique (CNSAD) sous tutelle DGDCER > SGAC
- l'École du Louvre (EDL), sous tutelle DGPA > SGAC
- l'Institut national du patrimoine (INP) et l'Institut national de l'Histoire de l'Art (INHA), sous tutelle DGPA > SGAC
- l'École supérieure nationale des Arts de la Marionnette (ENSAM) sous tutelle DGCA > CGT Spectacle
- l'École nationale supérieure des Métiers de l'Image et du Son (FEMIS) et l'INA campus, sous tutelle DGMIC > CGT Spectacle

La majorité des établissements sont désormais pilotés par la Direction générale de la démocratie culturelle, de l'enseignement et de la recherche (DGDCER). Créée dans la précipitation, elle n'a pas trouvé son organisation ni prouvé sa capacité à piloter le réseau d'écoles dont elle a la charge. La DGDCER anime également le Conseil national d'enseignement supérieur et de la recherche artistique et culturelle (CNESERAC), instance d'élaboration des politiques d'ESRC, au sein de laquelle siègent des représentantes et représentants du SNEA, du LENA, du SNMD et du SGPA CGT-Culture.

DES ÉTABLISSEMENTS SOUS PRESSION FINANCIÈRE

Le sous-financement amène les établissements à consommer une partie de leurs moyens à la recherche de ressources au détriment de leurs missions premières d'enseignement et de recherche. L'injonction à la ressource propre est génératrice de dérives : formations à deux vitesses, augmentation des frais d'inscription, incorporation de partenariats privés et mécénats dans l'enseignement public…

MÉTIERS ET STATUTS

- Les enseignant·es peuvent être titulaires (professeur·es et maîtres et maîtresses de conférences des ENSA-P et des ENSarts). Seules les enseignantes et enseignants titulaires des ENSA-P ont le statut d'enseignante-chercheuse / enseignant-chercheur
- Les enseignantes et enseignants peuvent être contractuels sur des quotités de temps variables ainsi que des doctorantes et doctorants sous contrat doctoral du MC. Dans les conservatoires, tous les personnels enseignants sont contractuels
- Des vacataires complètent les équipes pédagogiques sur des enseignements spécifiques (intervenantes et intervenants extérieurs dans les ENSA-P) ou sur des interventions ponctuelles
- Les personnels administratifs, techniques et scientifiques (ATS) peuvent être titulaires ou contractuel·les. Les contrats précaires sur projets (fonds propres) sont de plus en plus nombreux

ACTION SYNDICALE

Trois organisations de la CGT-Culture représentent les personnels de ces établissements : SNEA, LENA et SGAC CGT-Culture. Elles ont œuvré à des améliorations majeures pour les personnels : personnels contractuels enseignants (ENSA-P, ENSarts, CNSMD), titulaires ou doctorantes et doctorants (ENSA-P). Ces 3 syndicats doivent rompre les cloisonnements pour rassembler l'ensemble des travailleuses et travailleurs, ATS et enseignantes et enseignants. Pour cela, ils doivent adapter les modalités d'action aux spécificités des écoles. Par ailleurs, la multiplication des instances propres aux écoles mobilise un nombre important de militantes et militants et limite leur disponibilité pour les instances représentatives du personnel. C'est pourquoi SNEA, LENA et SGAC doivent être soutenus par l'expertise syndicale de la CGT-Culture. Enfin les syndicats de l'ESRC sont régulièrement court-circuités dans leur dialogue avec l'administration par différentes organisations « patronales » : Association nationale des écoles d'art (ANDEA) et association du collège des directrices et directeurs des ENSA-P.

LES REVENDICATIONS DE LA CGT-CULTURE :

- Toute jeune citoyenne et tout jeune citoyen qui le souhaite doit pouvoir accéder à un **ESRC de qualité et gratuit**. Le réseau des écoles nationales doit assurer un **maillage de l'ensemble du territoire**. Les études doivent se faire dans le **respect des rythmes et de la santé étudiante**
- **L'ESRC doit former des créatrices et créateurs émancipés et libres**, non des exécutantes et exécutants formatés aux exigences du patronat. Les enseignements dispensés dans les écoles doivent permettre de **nourrir l'esprit critique et créatif** des étudiantes et étudiants
- **Le modèle économique des établissements d'ESRC doit reposer exclusivement sur un financement public pérenne et équilibré**, réparti sur les établissements équitablement et

sur **l'emploi titulaire** garant de la liberté académique indispensable aux missions d'enseignements et de recherche. Au contraire, le financement de l'ESRC par appels à projet contraint les activités pédagogiques et de recherche dans ses thématiques, ses moyens et le nombre de ses bénéficiaires. Par conséquent, la CGT-Culture revendique :

  - **la dotation des écoles en emplois titulaires ATS et enseignant à hauteur de leurs besoins**, en particulier pour **déployer le statut d'enseignante-chercheuse / enseignant-chercheur des ENSA-P** défini par la réforme de 2018
  - pour les **ENSarts**, **le statut d'enseignante chercheuse/créatrice et enseignant-chercheur/créateu**r et **une revitalisation** urgente du **corps des PEN**
  - pour les **CNSMD**, la **titularisation des personnels contractuels enseignants**, à minima la **création d'un statut spécifique**
  - **la création de référentiels nationaux d'équivalences horaires** (RNEH) identifiant les temps de recherche, de pratiques et de création nécessaires aux enseignantes et enseignants de chaque discipline. Ces RNEH doivent être assortis de **moyens**
- **La création d'un CSA de réseau pour les ENSarts**
- **Des mesures spécifiques d'accompagnement et de valorisation des carrières des femmes**
- La question des Violences Sexistes et Sexuelles (VSS) se pose avec une acuité particulière dans les écoles du fait de la relation pédagogique avec les étudiantes et étudiants et de la spécificité des activités menées en leur sein. Par conséquent, la CGT-Culture revendique :
  - **des moyens humains et financiers pour assurer la sensibilisation et la formation aux VSS** de tous les acteurs de l'ESRC
  - **la généralisation de la charte pédagogique adoptée en CNESERAC** qui rend obligatoire respect mutuel et consentement explicite dans des situations pédagogiques de proximité physique
  - **l'accompagnement par le ministère des directions et des personnels dans les situations de crise**. La gestion des VSS au sein des écoles doit se faire dans un cadre serein, un souci de rigueur et le respect du droit